

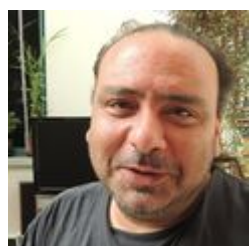
Laurent Chemla propose : exigeons des GAFAM l'interopérabilité

« Il est évidemment plus qu'urgent de réguler les GAFAM pour leur imposer l'interopérabilité. » écrit Laurent Chemla. Diable, il n'y va pas de main morte, le « précurseur dans le domaine d'Internet » [selon sa page Wikipédia](#).

Nous reproduisons ici avec son accord [l'article qu'il vient de publier sur son blog](#) parce qu'il nous paraît tout à fait intéressant et qu'il est susceptible de provoquer le débat : d'aucuns trouveront sa proposition nécessaire pour franchir une étape dans la lutte contre des Léviathans numériques et le consentement à la captivité. D'autres estimeront peut-être que sa conception a de bien faibles chances de se concrétiser : est-il encore temps de réguler les Gafam ?

Nous souhaitons que s'ouvre ici (ou sur son blog bien sûr) la discussion. Comme toujours sur le Framablog, les commentaires sont ouverts mais modérés.

Interopérabilitay



« Interopérabilité » : ce mot m'ennuie. Il est moche, et beaucoup trop long.

Pourtant il est la source même d'Internet. Quasiment sa définition, au moins sémantique puisqu'il s'agit de **faire dialoguer entre eux des systèmes d'information d'origines variées mais partageant au sein d'un unique réseau de réseaux**

La même « lingua franca » : [TCP/IP](#) et sa cohorte de services ([ftp](#), [http](#), [smtp](#) et tant d'autres) définis par des standards communs. Des machines « interopérables », donc.

Faisons avec.

L'interopérabilité, donc, est ce qui a fait le succès d'Internet, et du Web. Vous pouvez vous connecter sur n'importe quel site Web, installé sur n'importe quel serveur, quelle que soit sa marque et son système d'exploitation, depuis votre propre ordinateur, quelle que soit sa marque, son système d'exploitation, et le navigateur installé dessus.

Avant ça existaient les silos. [CompuServe](#), [AOL](#), [The Microsoft Network](#) en étaient les derniers représentants, dinosaures communautaires enterrés par la comète Internet. Leur volonté d'enfermer le public dans des espaces fermés, contrôlés, proposant tant bien que mal tous les services à la fois, fut ridiculisée par la décentralisation du Net.

Ici vous ne pouviez échanger qu'avec les clients du même réseau, utilisant le même outil imposé par le vendeur (« pour votre sécurité »), là vous pouviez choisir votre logiciel de mail, et écrire à n'importe qui n'importe où. Interopérabilité.

Ici vous pouviez publier vos humeurs, dans un format limité et imposé par la plateforme (« pour votre sécurité »), là vous pouviez installer n'importe quel « serveur web » de votre choix et y publier librement des pages accessibles depuis n'importe quel navigateur. Interopérabilité.

Bref. Le choix était évident, Internet a gagné.

Il a gagné, et puis... Et puis, selon un schéma désormais compris de tous, le modèle économique « gratuité contre publicité » a envahi le Web, en créant – une acquisition après l'autre, un accaparement de nos données après l'autre – de nouveaux géants qui, peu à peu, se sont refermés sur eux-mêmes

(« pour votre sécurité »).

Il fut un temps où vous pouviez écrire à un utilisateur de Facebook Messenger depuis n'importe quel client, hors Facebook, respectant le standard (en l'occurrence l'API) défini par Facebook. Et puis Facebook a arrêté cette fonctionnalité. Il fut un temps où vous pouviez développer votre propre client Twitter, qui affichait ses *timelines* avec d'autres règles que celles de l'application officielle, pourvu qu'il utilise le standard (encore une API) défini par Twitter. Et puis Twitter a limité cette fonctionnalité. De nos jours, il devient même difficile d'envoyer un simple email à un utilisateur de Gmail si l'on utilise pas soi-même Gmail, tant Google impose de nouvelles règles (« pour votre sécurité ») à ce qui était, avant, un standard universel.

On comprend bien les raisons de cette re-centralisation : tout utilisateur désormais captif devra passer davantage de temps devant les publicités, imposées pour pouvoir utiliser tel ou tel service fermé. Et il devra – pour continuer d'utiliser ce service – fournir toujours davantage de ses données personnelles permettant d'affiner son profil et de vendre plus cher les espaces publicitaires. Renforçant ainsi toujours plus les trésoreries et le pouvoir de ces géants centralisateurs, qui ainsi peuvent aisément acquérir ou asphyxier tout nouveau *wanabee* concurrent, et ainsi de suite.

C'est un cercle vertueux (pour les GAFAM) et vicieux (pour nos vies privées et nos démocraties), mais c'est surtout un cercle « normal » : dès lors que rien n'impose l'interopérabilité, alors – pour peu que vous soyez devenu assez gros pour vous en passer – vous n'avez plus aucun intérêt à donner accès à d'autres aux données qui vous ont fait roi. Et vous abandonnez alors le modèle qui a permis votre existence au profit d'un modèle qui permet votre croissance. Infinie.

Imaginez, par exemple, qu'à l'époque des cassettes vidéo (respectant le standard VHS) un fabricant de magnétoscopes ait

dominé à ce point le marché qu'on ait pu dire qu'il n'en existait virtuellement pas d'autres : il aurait évidemment modifié ce standard à son profit, en interdisant par exemple l'utilisation de cassettes d'autres marques que la sienne (« pour votre sécurité »), de manière à garantir dans le temps sa domination. C'est un comportement « normal », dans un monde libéral et capitaliste. Et c'est pour limiter ce comportement « normal » que les sociétés inventent des régulations (standards imposés, règles de concurrence, lois et règlements).

Et il est évidemment plus qu'urgent de réguler les GAFAM pour leur imposer l'interopérabilité.

Nous devons pouvoir, de nouveau, écrire depuis n'importe quel logiciel de messagerie à un utilisateur de Facebook Messenger, pourvu qu'on respecte le standard défini par Facebook, comme nous devons écrire à n'importe quel utilisateur de Signal en respectant le standard de chiffrement de Signal. Il n'est pas question d'imposer à Signal (ou à Facebook) un autre standard que celui qu'il a choisi (ce qui empêcherait toute innovation), pourvu que le standard choisi soit public, et libre d'utilisation. Mais il est question de contraindre Facebook à (ré)ouvrir ses API pour permettre aux utilisateurs d'autres services d'interagir de nouveau avec ses propres utilisateurs.

Au passage, ce point soulève une problématique incidente : l'identité. Si je peux écrire à un utilisateur de Messenger, celui-ci doit pouvoir me répondre depuis Messenger. Or Messenger ne permet d'écrire qu'aux autres utilisateurs de Messenger, identifiés par Facebook selon ses propres critères qu'il n'est pas question de lui imposer (il a le droit de ne vouloir admettre que des utilisateurs affichant leur « identité réelle », par exemple : ce choix est le sien, comme il a le droit de limiter les fonctionnalités de Messenger pour lui interdire d'écrire à d'autres : ce choix est aussi le sien).

Il est donc cohérent d'affirmer que – pour pouvoir écrire à un utilisateur de Messenger depuis un autre outil – il faut avoir soi-même un compte Messenger. Il est donc logique de dire que pour pouvoir lire ma *timeline* Twitter avec l'outil de mon choix, je dois avoir un compte Twitter. Il est donc évident que pour accéder à mon historique d'achat Amazon, je dois avoir un compte Amazon, etc.



capture
d'écran,
discussion
avec L.
Chemla sur
Twitter.
cliquez sur
cette
vignette
pour
agrandir
l'image

L'obligation d'avoir une identité reconnue par le service auquel on accède, c'est sans doute le prix à payer pour l'interopérabilité, dans ce cas (et – au passage – c'est parce

que la Quadrature du Net a décidé d'ignorer cette évidence que j'ai choisi de quitter l'association).

Ce qui ne doit évidemment pas nous obliger à utiliser Messenger, Amazon ou Twitter pour accéder à ces comptes: l'interopérabilité doit d'accéder à nos contacts et à nos données depuis l'outil de notre choix, grâce à l'ouverture obligatoire des API, pourvu qu'on dispose d'une identité respectant les standards du service qui stocke ces données.

On pourrait résumer ce nouveau type de régulation avec cette phrase simple :

« si ce sont MES données, alors je dois pouvoir y accéder avec l'outil de MON choix ».

Je dois pouvoir lire ma *timeline* Twitter depuis l'outil de mon choix (et y publier, si évidemment j'y ai un compte, pour que les autres utilisateurs de Twitter puissent s'y abonner).

Je dois pouvoir consulter mon historique d'achats chez Amazon avec l'outil de mon choix.

Je dois pouvoir écrire à (et lire les réponses de) mes contacts Facebook avec l'outil de mon choix.

Il y aura, évidemment, des résistances.

On nous dira (« pour votre sécurité ») que c'est dangereux, parce que nos données personnelles ne seront plus aussi bien protégées, dispersées parmi tellement de services décentralisés et *piratables*. Mais je préfère qu'une partie de mes données soit moins bien protégée (ce qui reste à démontrer) plutôt que de savoir qu'une entreprise privée puisse vendre (ou perdre) la totalité de ce qui est MA vie.

On nous dira que c'est « excessivement agressif pour le modèle économique des grandes plateformes », alors qu'évidemment c'est justement le modèle économique des grandes plateformes

qui est excessivement agressif pour nos vies privées et nos démocraties, d'une part, et que d'autre part l'interopérabilité ne modifie *en rien* ce modèle économique : dès lors qu'elles stockent toujours une partie de nos données elles restent (hélas) en capacité de les vendre et/ou de les utiliser pour « éduquer » leurs IA. Tout au plus constateront-elles un manque-à-gagner comptable, mais ne gagnent-elles pas déjà largement assez ?

À ce jour, l'interopérabilité s'impose comme la seule solution réaliste pour limiter le pouvoir de nuisance de ces géants, et pour rétablir un peu de concurrence et de décentralisation dans un réseau qui, sinon, n'a plus d'autre raison d'être autre chose qu'un simple moyen d'accéder à ces nouveaux silos (qu'ils devraient donc financer, eux, plutôt que les factures de nos FAI).

À ce jour, l'ARCEP, la Quadrature du Net (même mal), l'EFF, le Sénat, et même l'Europe (Margrethe Vestager s'est elle-même déclarée en faveur de cette idée) se sont déclarés pour une obligation d'interopérabilité. C'est la suite logique (et fonctionnelle) du RGPD.

Qu'est-ce qu'on attend ?

Édit. de Laurent suite à la publication de l'article [sur son blog](#)

Suite à ce billet des discussions sur Twitter et Mastodon, indépendamment, m'ont amené à préciser ceci : prenons par exemple mamot.fr (l'instance Mastodon de la Quadrature) et gab.ai (l'instance Mastodon de la fachosphère). Mamot.fr, comme nombre d'autres instances, a refusé de se fédérer avec Gab. C'est son droit. En conséquence, les utilisateurs de Gab ne peuvent pas poster sur Mamot, et inversement.

Pour autant, les deux sont bel et bien *interopérables*, et pour cause : elles utilisent le même logiciel. Gab pourrait

parfaitement développer un bout de code pour permettre à ses utilisateurs de publier sur Mamot, pour peu qu'ils s'y soient identifiés (via une OAuth, pour les techniciens) prouvant ainsi qu'ils en acceptent les CGU.

Ce qu'elles ne sont pas, c'est *interconnectées* : il n'est pas possible de publier sur l'une en s'identifiant sur l'autre, et inversement.

Je crois qu'au fond, les tenants de l'idée qu'on devrait pouvoir publier n'importe quoi n'importe où, sans identification supplémentaire, confondent largement ces deux notions d'*interconnexion* et d'*interopérabilité*. Et c'est fort dommage, parce que ça brouille le message de tous.

Pour aller plus loin dans la technique, vous pouvez aussi lire [cette réponse de Laurent dans les commentaires de NextINpact](#).